Sujet 2006

Le gouvernement camerounais est résolument engagé dans la lutte contre la corruption. A partir d'exemples concrets, montrez les avantages et les limites de cette opération pour le développement du pays.

INTRODUCTION

Au nombre de fléaux susceptibles d'entraver la bonne santé économique du pays se trouve la corruption. Cette « gangrène qui sévit aujourd'hui dans l'ensemble des pays africains est inlassablement évoquée dans les conversations privées. Tout le monde s'accorde à en reconnaître et à en déplorer l'ampleur croissante. La corruption pourrait se définir comme le fait d'un individu qui sollicite ou reçoit un don ou une promesse de don pour faire un acte ou s'abstenir de faire un acte relevant de ses fonctions. Cet acte peut-être juste ou non, l'essentiel est qu'il ne soit pas sujet à paiement. En fait, il n'est pas de société dotée d'Etat et de bureaucratie, ancienne ou moderne, qui ne connaît de la corruption. Mais, d'une société à l'autre, ou d'un type de société à l'autre, la corruption varie en ampleur et en extension, revêt des formes différentes et plus ou moins visibles ou tolérée, sectorialisées ou généralisée. C'est à ce titre que l'on a pu parler de forme de corruptions aux pays en voie de développement. Ainsi, la corruption mérite une attention particulière en raison de la nature spécifique des Etats africains contemporains et de la crise profonde qui les affecte.

Cette criminalité à « col blanc » ne passe pas sans laisser le gouvernement camerounais indifférent. C'est ainsi que certaines opérations ou mesures ont été prises par celui-ci dans l'optique de lutter contre le phénomène social comparé à une hydre. Malheureusement, au-delà des déclarations d'intentions, des constats apitoyés ou exaspérés et des condamnations moralisatrices, les mécanismes sociaux de la corruption restent peu analysés. Or, sans connaissance ni compréhension en profondeur du comment et pourquoi la corruption, toute campagne de lutte contre la corruption est vouée à l'échec. Nous tenterons d'abord de mettre en évidence quelques formes de la corruption pour montrer comment elle fonctionne. Ensuite, il sera question de ressortir les opérations menées par le gouvernement camerounais dans la lutte contre la corruption. Enfin, montrer les avantages et les limites de ces opérations.

I- COMMENT LA CORRUPTION FONCTIONNE-T-ELLE

Le Cameroun occupait la 13^{ème} place au classement des pays les plus corrompus en 2001. C'est dire qu'il y a dans le tissu économique camerounais des élites corrompues et des investisseurs sans scrupule qui portent un coup mortel au développement du pays. Or, pour être corrompu, il faut être corrupteur. Investisseurs sans scrupules, homme politique véreux et businessmen avides de gains, tous s'entendent pour faire passer leur intérêt particulier et l'enrichissement personnel avant le développement économique de leur pays et la bien-être de

leurs concitoyens. C'est dire que toutes les couches sociales semblent pratiquer la corruption au vu de ses différentes formes.

1- Une logique de négociation

La corruption a depuis longtemps été comme une « transaction » et à ce titre, elle implique évidemment que le montant de la transaction soit l'objet d'un « marchandage ». Cette forme marchande de la négociation règne dans la quasi-totalité des échanges courants en Afrique. Le marchandage ne s'applique pas seulement au montant des transactions commerciales. Il s'insère dans une configuration plus large de négociation quotidiennes ; on le voit dans les domaines juridique, avec la superposition de plusieurs types de droits, hérités de plusieurs périodes, avant la colonisation (droit local/droit musulman), sous la colonisation (droit coutumier, indigène/droit français), avec les indépendances (droit national, souvent modifié). Or, aucun de ces droits n'est complètement « mort » dans la pratique et tous peuvent être mobilisés selon les besoins.

Il en est de même dans le domaine politique, les différents pouvoirs successifs s'étant plus empilés les uns sur les autres et réorganisés les uns par rapport aux autres (coexistence d'autorités politico-religieuses d'origine précoloniale, de chefferies administratives d'origines coloniales, de mains ou de délégués d'origines post coloniales). La corruption et la mauvaise gestion des élites politiques dans un contexte de crise économique sévère ont ébranlé la confiance placée dans le système démocratique.

2- Une logique de courtage

Le courtage comme le marchandage représente au sens strict un mode particulier de marchandage avec rémunération de l'intermédiaire.

Peu de domaines échappent à cette logique du courtage. Pour un service bureaucratique, pour une démarche administrative complexe, pour des questions de famille délicate, pour chercher d'abord qui pourra être le guide, l'interlocuteur, l'intermédiaire, le médiateur. Bien évidemment, tout en tenant compte d'une rémunération financière ou matérielle. Or, les pratiques relevant de la corruption utilisent largement les courtiers dans tous les sens de ce terme.

3- Une logique du « cadeau »

Donner de « petites cadeaux » fait partie des mille actes de la vie quotidienne le plus souvent au nom d'un remerciement pour le service rendu. C'est surtout un devoir moral. Le bénéficiaire d'une aide quelconque se doit de faire un geste. Le cadeau se pratique d'ailleurs aussi bien vers des « supérieurs » que vers des égaux ou des « inférieurs ». Les détenteurs de pouvoir « traditionnel », par exemple, sont autant des attributaires que des donateurs. On amène quelque chose à un chef « coutumier » lorsqu'on va le saluer, même si on n'a rien de précis à lui demander. Peu importe le nom employé aujourd'hui, c'est surtout d'argent qu'il s'agit. Certes, le cadeau est fait à l'avance, pour se concilier préventivement les

bonnes grâces du fonctionnaire pour lester le dossier qu'on lui a remis, et qu'ainsi, « les papiers ne s'envolent pas ».

Nombre de pratiques de la petite corruption rentrent dans cette catégorie du « cadeau ».

4- Une logique du devoir d'entraide de réseau

Les réseaux de solidarités interpersonnelles sont multiples en Afrique et en particulier au Cameroun. Or, non seulement ces diverses formes de relations interpersonnelles sont particulièrement étendues et procurent à chacun un capital de relations sociales et comportent une obligation morale quasi-généralisée d'assistance mutuelle.

En outre, dans un contexte de disfonctionnement des appareils administratifs et bureaucratique, et de rareté dramatique des ressources, la multiplication des interventions en faveur de tel ou tel durent peu à peu le mode normal restera plus que la solution du « pot de vin », s'il en a les moyens. Or, l'omniprésence du « service personnel rendu » bien que tombant le plus souvent sous le coup de la loi, celle-ci ne devait jamais être appliquée, et relevant incontestablement du complexe de la corruption.

5- Une logique de l'autorité prédatrice

Celle-ci porte sur le droit que s'arrogent de nombreux détenteurs de position de pouvoir de procéder à des formes d'extorsion aux dépend de leurs sujets ; c'est-à-dire ceux qui doivent passer par leurs fourches caudines.

Tout se passe comme si ces procédés régaliens, que leur victimes désignent plutôt comme du racket, étaient, pour ceux qui en bénéficient, non pas de l'ordre d'un choix personnel, mais relevaient bel et bien de leur fonction. Ainsi, le policier a le droit de prélever son dû sur les transporteurs, comme le directeur de cabinet a le droit de puiser dans les fonds spéciaux, ou comme le juge a le droit d'exercer une redevance des justiciables.

Certes, la banque route des Etats et le non paiement des salaires peuvent pour une part expliquer que les fonctionnaires détenteurs d'une quelconque parcelle d'autorité se « payent sur la bête ».

6- Une logique de l'accumulation ré-distributrice

L'enrichissement illicite et le népotisme sont bel et bien source de corruption.

Ce n'est en effet qu'en accumulant qu'il est possible d'être généreux, de faire maître de largesse et de témoigner de la reconnaissance à tous ceux qui avant, quand vous étiez petit, faible, dans le besoin, vous ont aidé, encouragé, soutenu. Or, pour un fonctionnaire, les portes de pouvoir sont les seuls moyens d'arriver à un enrichissement quelconque.

Conscient de toutes ces formes de corruptions, il est dès lors judicieux de trouver des voies et moyens pour fermer la route à ce fléau pluridimensionnels. Quelles sont les opérations menées par l'Etat camerounais pour lutter contre la corruption ?

II- LES OPERATIONS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

III- AVANTAGES ET LIMITES

www.touslesconcours.info